Abaya, laïcité et école de la république…

vendredi 8 septembre 2023, par Denis COLLIN

L'interdiction du port de l'abaya et du qamis à l'école a fait l'actualité de la rentrée. Le ministre Attal espère ainsi s'être forgé une image de laïque intraitable et de restaurateur de l'autorité à l'école. Après Ndiaye, un ministre aux couleurs plus ou moins « woke », voilà le retour de la république. Coup de com ? Évidemment. Attal a-t-il eu raison d'interdire ces deux vêtements emblèmes de l'islamisme ? Absolument. Ceux qui dénoncent la « police du vêtement » sont des plaisantins ou des agents stipendiés des « réseaux fréristes ». Ou les deux. La police du vêtement, c'est la spécialité des mollahs iraniens, mais aussi des wahhabites arabes. Mais il reste qu'à l'école comme dans le reste de la vie sociale, il y a nécessairement une certaine « police du vêtement » qui s'appelle la décence et une règle, la loi laïque, qui s'efforce de laisser hors de l'école les appartenances religieuses, mais aussi politiques. Quand des écervelés voudront aller à l'école en uniforme nazi, faudra-t-il se taire au nom du refus de la police du vêtement ? Bref, il était temps qu'on en finisse avec le laxisme coupable, celui de Ndiaye qui renvoyait la question de l'abaya à l'appréciation du chef d'établissement qui devait déterminer s'il agissait ou non d'un vêtement religieux. Insondable hypocrisie ! On sait que cette affaire va se poursuivre sur le plan juridique, malgré l'arrêt du Conseil d'État qui valide la décision du ministre. Le plus simple et le plus efficace consisterait, sinon à imposer un uniforme, du moins à imposer un code vestimentaire strict à l'école (ni abaya, ni nombrils à l'air !).

Mais cette histoire d'abaya n'est que « le poil du mammouth ». Vous tirez le poil et la bête énorme apparaît. Le mammouth, c'est l'offensive tous azimuts menée par les organisations islamistes en France, offensive qui marque régulièrement de nouveaux points contre la république et contre la France que leurs jeunes sectateurs veulent « niquer ». Les islamistes, c'est-à-dire les « militants » de l'islam, ceux qui veulent le propager dans ces nations de mécréants que nous formons, ne sont pas des pauvres victimes du colonialisme, injustement maltraitées par les méchants impérialistes. Ce sont des militants, ils forment une communauté, diffuse, faite de cercles plus ou moins éloignés, mais qui ont un but, faire de la France la première nation musulmane d'Europe et lui imposer sa loi, aussi bien en matière alimentaire, que vestimentaire ou en ce qui concerne les rapports hommes-femmes. Certes, tous les musulmans ne partagent pas cette visée. Certains se contentent d'être musulmans par tradition et se contentent d'un islam privé qui cohabite pacifiquement avec les non-musulmans. Mais ceux-là, qui forment peut-être la majorité – au moins dans les anciennes générations – auront le plus grand mal à se désolidariser des « extrémistes », loi de la communauté oblige. Pour les plus jeunes, l'organisation des cités, tenues conjointement par les gangs et par les associations islamistes, a d'ores et déjà fait basculer un partie de cette tranche de la population dans la radicalité. Les 18-25 ans y sont majoritaires à penser que la charia est supérieure à la loi de la république. Comme toujours, c'est dans la jeunesse que se recrutent les éléments les plus décidés et les plus intransigeants. Ils savent aussi que la démographie travaille pour eux. 6 millions de musulmans dont la moitié a moins de 24 ans… Les projections donnent 10 millions à terme, voire plus.

Les benêts gauchistes passent leur temps à dénoncer l'islamophobie et assimilent musulmans et prolétaires immigrés. Pourtant les immigrés ne sont pas toujours musulmans (loin de là) et les musulmans sont très largement français à la naissance et ils sont loin d'être tous des prolétaires. Le misérabilisme néocolonial des petits-bourgeois français qui considèrent que les autres ne peuvent qu'être des victimes a quelque chose répugnant. Commençons donc par respecter les combattants de l'islam, qui sont des gens qui ont la foi et se battent pour leur foi… et pour le pouvoir. Et comme

ils sont des combattants, il faut les combattre. A moins que l'on pense que la femme ne vaut que la moitié d'un homme, qu'elle doit s'habiller pudiquement pour ne pas exciter le désir des mâles, et autres calembredaines de la même farine qui sont le fond de sauce de l'idéologie islamiste, que, curieusement, les féministes, les gays, les lesbiennes et toutes les variétés de trans semblent trouver normales quand elles sont proférées par des disciples du prétendu Mahomet. Ajoutons sur ce chapitre, que les événements récents donnent raison à Houria Bouteldja, l'égérie du PIR qui se réjouissait que Mélenchon soit leur « prise de guerre »(sic).

Il ne suffira pas d'une mesurette pour rétablir la laïcité à l'école et dans l'État. D'autant que l'islam est, par construction hostile à la laïcité dont il réclame éventuellement certains bénéfices pour lui-même quand il est en situation minoritaire mais les refuse tout net aux autres dès lors qu'il a le pouvoir (une municipalité des États-Unis, tombée aux mains des islamistes l'a montré, remettant en cause immédiatement les droits des minorités homosexuelles qui avaient pourtant contribué à son élection). À l'école, tout le monde le sait, on a renoncé à aborder certains sujets, les professeurs n'ayant pas forcément la vocation du martyre pour finir comme Samuel Paty. Il faut donc tout la force de la puissance publique pour faire respecter les programmes et exclure sans hésitation les perturbateurs, comme cet élève qui se dresse contre son professeur de français qui venait de célébrer le « génie créateur de Balzac », lui rappelant que seul Allah est génie créateur… Une sévère remise en ordre s'impose, sachant que les parents des élèves qui veulent se soustraire à l'obligation scolaire perdraient le bénéfice des allocations familiales.

Mais une remise en ordre de l'école républicaine, institution de la république et non société de services de formation pour les entreprises, suppose de restaurer l'autorité des professeurs et les exigences des savoirs disciplinaires, avec un baccalauréat qui ne soit plus un chiffon de papier qu'on donne à presque tout le monde. Il faut recruter les meilleurs professeurs, en faire de nouveaux « hussards noirs »et, pour cela, est nécessaire une forte augmentation des salaires des professeurs (les Français sont tout à fait au bas de l'échelle des salaires de l'UE) afin d'attirer des candidats nombreux sans être obligé de sélectionner des quasi analphabètes.

Il ne suffit pas de repousser en juin les épreuves de spécialités du bac puisque c'est le contrôle continu qui alimentera toujours l'usine à gaz « parcours sup ». Il faut abroger la réforme Blanquer du bac et rétablir les filières, y compris une filière littéraire, qui pourrait devenir une filière d'excellence, remettre le bac pro en quatre ans et refaire des classes de niveau avec des faibles effectifs pour les classes de niveau faible.

Dernier point : en finir avec le numérique. Cesser de dépense des sommes folles pour distribuer des tablettes. Revenir aux livres et à l'écriture sur des cahiers, ce serait faire œuvre de salubrité publique. Quelques pays comme la Suède se sont engagés dans cette voie « rétrograde », mais quand on est au bord du gouffre, il est préférable de faire marche-arrière.

Je suis bien conscient qu'aucune force politique ne soutient pour l'instant ce programme de simple bon sens. Les clientèles des uns et des autres les empêches d'aller dans ce sens. Les intérêts du big business ne vont pas du tout dans le sens d'ue restauration de l'école, puisqu'ils prônent depuis plus de 30 ans des « cours de rien » à destination des classes populaires. Ajoutons au tableau catastrophique la décomposition d'une partie du monde enseignant, totalement acquise à « l'innovation », au « numérique », à l'expérimentation, à l'école inclusive, etc., des enseignants dont les syndicats se sont changés plus souvent qu'à leur tour en collaborateurs du ministère, allant jusqu'à voter pour la suspension des professeurs accusés de mal penser, comme le professeur de philosophie René Chiche, responsable de la CGC.

Mais il suffit de dire la vérité, quelque amère qu'elle soit, en espérant que l'expérience finira par porter ses fruits.